

## La Chine dans un nouveau scandale politico-financier au Burundi ?

@rib News, 22/09/2011 Burundi : Silence, la Chine finance gÃ©nÃ©ralement vos projets ! Par Nzokira Jean Paul « L'ambassadeur de la RÃ©publique populaire de Chine au Burundi, Yu Xuzhong, et la ministre burundaise des Finances, Mme Clotilde Nizigama, ont procÃ©dÃ© le vendredi 17 septembre 2011 Ã la signature d'un accord de coopÃ©ration Ã©conomique et technique d'un montant de 100 millions de Yuan, soit environ 15 millions de dollars qui constituent un crÃ©dit sans intÃ©rÃ©ts Ã accorder au Burundi » pouvait-on lire rÃ©cemment Ã la Une du site ARIB.INFO. Ce qui reste encore Ã faire, c'est d'Ã©tablir Ã quoi ce crÃ©dit va servir au juste. Une source digne de foi fait Ã©tat d'un autre scandale de mÃ©me envergure que la vente du Falcon 50 ou des cahiers ougandais. L'accord de prÃ©t signÃ© entre la ministre burundaise des Finances et l'ambassadeur de Chine ne serait que la consÃ©quence logique de la signature d'un contrat juteux de construction du rÃ©seau mÃ©tropolitain de la dorsale de fibre optique du Burundi.

Un contrat de 15 millions de dollars aurait Ã©tÃ© signÃ© le lundi 12 septembre 2011 entre la ministre burundaise des TÃ©lÃ©communications et la sociÃ©tÃ© chinoise Huawei. Si l'on considÃ©re que la Banque Mondiale a financÃ© la construction du rÃ©seau de fibre optique de tout le pays (Ã l'exception bien entendu de la petite portion du rÃ©seau mÃ©tropolitain) Ã hauteur de 17 millions de dollars, on se demande comment la ministre burundaise des TÃ©lÃ©communications a pu signer un tel contrat. On note Ã©galement que ce marchÃ© a Ã©tÃ© attribuÃ© de grÃ© Ã grÃ©, aucun appel d'offres international lancÃ©, les marchÃ©s publics n'ont pas Ã©tÃ© informÃ©s et mÃame la commission des marchÃ©s stratÃ©giques n'a consultÃ©e. A l'heure oÃ¹ cette information nous parvient, la ministre Concilie Nibigira aurait refusÃ© de communiquer sur ce contrat, de mÃame qu'elle n'a transmis aucune copie du contrat Ã la PrÃ©sidence de la RÃ©publique. Avec la rumeur rÃ©currente sur un imminent remaniement ministÃ©riel, la ministre Concilie Nibigira qui aurait perdu le soutien de son parti UPRONA, s'efforcerait de ne pas partir les poches vides. Mais a-t-elle vraiment agi seule ? L'assemblÃ©e nationale devra suivre de prÃ©s ce marchÃ©, exiger des explications sur son caractÃ©re confidentiel et le cas Ã©chÃ©ant, arriver Ã annuler le contrat car la construction du rÃ©seau mÃ©tropolitain ne peut pas coÃ»ter plus de huit millions de dollars ! Affaire Ã suivre â€